



ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

PREMIÈRE SESSION

QUARANTE-DEUXIÈME LÉGISLATURE

Feuilleton et préavis

de l'Assemblée

Le mercredi 20 février 2019 — N° 16

Neuf heures quarante

Président de l'Assemblée nationale :
M. François Paradis

Partie 1

AFFAIRES COURANTES

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

- Le député de Deux-Montagnes sur le sujet suivant : *Hommage posthume à Jean Charest, un bénévole hors du commun.*
- La députée de Hull sur le sujet suivant : *Souligner la 40^e édition du Salon du livre de l'Outaouais.*
- La députée de Huntingdon sur le sujet suivant : *Prix de la relève en agriculture.*
- Le député de Vimont sur le sujet suivant : *Sincères remerciements à M. Raymond Veronneau pour son implication sociale.*
- La députée de Sanguinet sur le sujet suivant : *Journée de sensibilisation au cancer du poumon.*
- La députée de Marie-Victorin sur le sujet suivant : *Souligner la création de l'Équipe intégrée d'intervention et de soutien aux victimes d'exploitation sexuelle du Service de police de l'agglomération de Longueuil.*
- La députée de Saint-François sur le sujet suivant : *Hommage à M. Jacques Madore, maire de Saint-Malo et préfet de la MRC de Coaticook.*
- La députée de Verchères sur le sujet suivant : *Reconnaissance de sept athlètes de Verchères.*
- La députée de Charlevoix–Côte-de-Beaupré sur le sujet suivant : *Bienvenue à deux nouveaux membres au sein de l'Association des plus beaux villages du Québec.*
- Le député de Jean-Talon sur le sujet suivant : *Souligner le 15^e anniversaire de l'organisme La Fripe.com.*

DÉCLARATIONS MINISTÉRIELLES

PRÉSENTATION DE PROJETS DE LOI

DÉPÔTS a) documents
b) rapports de commissions
c) pétitions

RÉPONSES ORALES AUX PÉTITIONS

INTERVENTIONS PORTANT SUR UNE VIOLATION DE DROIT OU DE PRIVILÈGE OU SUR UN FAIT PERSONNEL

QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES

VOTES REPORTÉS

MOTIONS SANS PRÉAVIS

AVIS TOUCHANT LES TRAVAUX DES COMMISSIONS

RENSEIGNEMENTS SUR LES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE

Partie 2

AFFAIRES DU JOUR

AFFAIRES PRIORITAIRES

DÉBATS D'URGENCE

DÉBATS SUR LES RAPPORTS DE COMMISSIONS

AUTRES AFFAIRES

I. Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

- 1) Projet de loi n° 1
Loi modifiant les règles encadrant la nomination et la destitution du commissaire à la lutte contre la corruption, du directeur général de la Sûreté du Québec et du directeur des poursuites criminelles et pénales
Présenté par la ministre de la Sécurité publique le **29 novembre 2018**
- 2) Projet de loi n° 2
Loi resserrant l'encadrement du cannabis
Présenté par le ministre délégué à la Santé et aux Services sociaux le **5 décembre 2018**
- 3) Projet de loi n° 5
Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique et d'autres dispositions à l'égard des services de l'éducation préscolaire destinés aux élèves âgés de 4 ans
Présenté par le ministre de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur le **14 février 2019**
- 4) Projet de loi n° 6
Loi transférant au commissaire au lobbying la responsabilité du registre des lobbyistes et donnant suite à la recommandation de la Commission Charbonneau concernant le délai de prescription applicable à la prise d'une poursuite pénale
Présenté par la ministre de la Justice le **13 février 2019**

- 5) Projet de loi n° 8
Loi modifiant la Loi sur la sécurité civile concernant l'assistance financière
Présenté par la ministre de la Sécurité publique le **6 février 2019**

- 6) Projet de loi n° 9
Loi visant à accroître la prospérité socio-économique du Québec et à répondre adéquatement aux besoins du marché du travail par une intégration réussie des personnes immigrantes
Présenté par le ministre de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion le **7 février 2019**

- 7) Projet de loi n° 10
Loi modifiant la Loi sur l'équité salariale afin principalement d'améliorer l'évaluation du maintien de l'équité salariale
Présenté par le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale le **12 février 2019**

Étude détaillée en commission

- 8) Projet de loi n° 3
Loi visant l'instauration d'un taux unique de taxation scolaire
Présenté par le ministre des Finances le 6 décembre 2018
Rapport de la Commission des finances publiques (consultations) déposé le 7 février 2019
Principe adopté le **13 février 2019**, et
Renvoyé à la Commission des finances publiques

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

II. Projets de loi publics au nom des députés

Adoption du principe

- 9) Projet de loi n° 190
Loi visant à exclure les pensions alimentaires pour enfants du calcul des revenus dans diverses lois à caractère social
Présenté par la députée de Sherbrooke le **7 décembre 2018**

10) Projet de loi n° 191

Loi modifiant la Loi sur l'Assemblée nationale afin de prescrire la diffusion de renseignements relatifs à l'utilisation des sommes octroyées aux députés dans l'exercice de leurs fonctions

Présenté par le député de Gouin le **6 décembre 2018**

11) Projet de loi n° 193

Loi établissant un bouclier de protection budgétaire des services à l'éducation, à l'enfance et à la protection de la jeunesse

Présenté par la députée de Joliette le **7 février 2019**

Étude détaillée en commission

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

III. Projets de loi d'intérêt privé

Consultation et étude détaillée en commission

Adoption du principe

Adoption

IV. Motions du gouvernement

V. Crédits budgétaires

VI. Débats statutaires

AFFAIRES INSCRITES PAR LES DÉPUTÉS DE L'OPPOSITION

12) 19 février 2019

Motion de la députée de Saint-Laurent :

QUE l'Assemblée nationale demande au gouvernement d'allouer prioritairement les ressources budgétaires nécessaires aux services aux élèves et à l'amélioration des conditions de travail des enseignant(e)s;

QUE l'Assemblée nationale demande au gouvernement de ne pas freiner les projets d'agrandissements et de rénovations déjà approuvés, et ce, en conformité avec les dispositions de la Loi sur les contrats des organismes publics.

Partie 3

PROJETS DE LOI ADOPTÉS

(Projets de loi non sanctionnés)

Partie 4

TRAVAUX DES COMMISSIONS

Le calendrier détaillé des travaux de chaque commission peut être consulté dans le site Internet de l'Assemblée

[COMMISSION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE](#)

COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE

Mandat réglementaire

- Audition du Vérificateur général du Québec sur son rapport annuel de gestion 2017-2018 et sur ses engagements financiers.
- Audition sur le chapitre 5 intitulé « Reprise informatique » et le chapitre 7 intitulé « Contrats en technologie de l'information – Suivi d'un audit particulier » du rapport de mai 2018 du Vérificateur général du Québec.
- Audition sur le chapitre 3 intitulé « Terrains contaminés sous la responsabilité de l'État » du rapport de juin 2018 du Vérificateur général du Québec.
- Audition sur le chapitre 3 intitulé « Gestion des pneus hors d'usage » du rapport de novembre 2018 du Vérificateur général du Québec.

COMMISSION DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES, DE L'ÉNERGIE ET DES RESSOURCES NATURELLES

COMMISSION DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

COMMISSION DE LA CULTURE ET DE L'ÉDUCATION

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DU TRAVAIL

Mandat de l'Assemblée

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 10**, Loi modifiant la Loi sur l'équité salariale afin principalement d'améliorer l'évaluation du maintien de l'équité salariale (mandat confié le 19 février 2019).

COMMISSION DES FINANCES PUBLIQUES

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 3**, Loi visant l'instauration d'un taux unique de taxation scolaire (mandat confié le 13 février 2019).

COMMISSION DES INSTITUTIONS

Mandat de l'Assemblée

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 1**, Loi modifiant les règles encadrant la nomination et la destitution du commissaire à la lutte contre la corruption, du directeur général de la Sûreté du Québec et du directeur des poursuites criminelles et pénales (mandat confié le 5 février 2019).
- **Projet de loi n° 8**, Loi modifiant la Loi sur la sécurité civile concernant l'assistance financière (mandat confié le 14 février 2019).

COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS

Mandat de l'Assemblée

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 9**, Loi visant à accroître la prospérité socio-économique du Québec et à répondre adéquatement aux besoins du marché du travail par une intégration réussie des personnes immigrantes (mandat confié le 19 février 2019).

Mandat réglementaire

Interpellation :

- De la députée de Westmount–Saint-Louis au ministre de la Famille sur le sujet suivant : *Les impacts négatifs de la promesse irréaliste du gouvernement caquiste d'implanter des maternelles 4 ans mur à mur sur le réseau des services de garde sans aucune évaluation ni planification du gouvernement* (avis donné le 14 février 2019).

COMMISSION DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Mandat de l'Assemblée

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 2**, Loi resserrant l'encadrement du cannabis (mandat confié le 7 février 2019).

COMMISSION DES TRANSPORTS ET DE L'ENVIRONNEMENT

Partie 5

QUESTIONS ÉCRITES

*Les [questions déjà inscrites](#) paraissent
au Feuilleton du mercredi*

- 15) M. Arseneau (Îles-de-la-Madeleine) – **7 décembre 2018**
À la ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques

Hydro Québec a lancé un appel d'offres en 2015 pour l'achat d'un bloc de 6 MW d'électricité à produire à partir d'un parc éolien devant être couplé à l'usine thermique de Cap-aux-Meules, aux Îles-de-la-Madeleine. Ce projet devait être réalisé sur des terres publiques, dans un habitat floristique protégé, sous la gestion de la municipalité des Îles-de-la-Madeleine, dans le secteur de la Dune-du-Nord. L'implantation du parc éolien dans cet habitat protégé a fait l'objet d'une consultation publique du BAPE en mai 2017.

Depuis cette consultation, les promoteurs attendent la décision du gouvernement avant d'aller de l'avant. Diverses autorisations ont été demandées par les promoteurs, notamment celles, à la mi-septembre 2018, pour la construction de chemins et d'aires de travail. De même, un décret gouvernemental relatif à l'article 19 de la *Loi sur les espèces menacées et vulnérables* (LEMV) a été sollicité.

Notons qu'en mai 2018, Hydro-Québec (HQ) annonçait le projet de raccordement de l'archipel par câble sous-marin à son réseau intégré et complémentaire, ainsi que le développement d'un microréseau aujourd'hui encore non défini. Le raccordement, faisable selon HQ d'ici 2025, s'avérerait, en plus d'être avantageux financièrement, hautement efficace sur le plan de la réduction des gaz à effet de serre (GES) émis par la centrale thermique de Cap-aux-Meules.

De plus, les médias (*Le Journal, Hydro-Québec : 12 projets inutiles à 3,2 G\$, 15 novembre 2018*) rapportaient, vers la mi-novembre 2018, que le projet de parc éolien Dune-du-Nord figurait au nombre des projets de développement éolien que le gouvernement estime inutiles et coûteux.

D'une part, les promoteurs du projet, la Régie intermunicipale de l'énergie Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine ainsi que la Communauté maritime attendent impatiemment la décision du gouvernement. D'autre part, des groupes environnementaux, dont Nature Québec, demandent le rejet du décret gouvernemental.

Ma question est la suivante :

Est-ce que la ministre recommandera l'adoption d'un décret relatif à l'article 19 de la LEMV, tel que l'ont sollicité les promoteurs du parc éolien Dune-du-Nord, et selon quel échéancier la décision sera-t-elle rendue?

- 16) M. Roy (Bonaventure) – **7 décembre 2018**
À la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation

Le premier ministre s'est engagé à transférer l'équivalent d'un point de TVQ aux municipalités.

Mes questions sont les suivantes :

- Quand le gouvernement entend-il donner aux municipalités l'équivalent d'un point de TVQ?
- Quelles seront les modalités de ce transfert?

17) M. Roy (Bonaventure) – **7 décembre 2018**
Au ministre de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur

Au cours des dernières semaines, nous avons appris, par le biais des médias, de nombreuses coupes dans le réseau des Universités du Québec, touchant particulièrement les établissements en région. Ces coupes résultent de la nouvelle formule de financement pour les universités, qui prive celles en région d'un financement alloué en reconnaissance de leur rôle régional.

Mes questions sont les suivantes :

- Est-ce que le ministre a l'intention de rehausser le financement des universités en région, en réintégrant l'enveloppe budgétaire qui reconnaissait leur importance, leur mission et leur rôle régionaux?
- Si oui, dans quel échéancier?

20) M. Roy (Bonaventure) – **7 décembre 2018**
Au ministre des Forêts, de la Faune et des Parcs

Dans un article publié le 25 septembre dernier dans le journal *Le Devoir*, le premier ministre du Québec nous apprend qu'il s'engage à modifier le régime forestier afin que l'État puisse octroyer des droits de coupe pouvant aller jusqu'à une période de 10 ans à de gros joueurs de l'industrie.

Reconnaissant ensuite que les plus petits joueurs pourraient se trouver désavantagés si son gouvernement allait en ce sens, il persiste malgré tout, osant même dire que « les grandes entreprises forestières sont contraintes de partager la ressource forestière avec des coopératives ».

Devant l'incertitude suscitée par les propos du premier ministre, le ministre des Forêts, de la Faune et des Parcs doit sans détour écarter cette possibilité.

Mes questions sont les suivantes :

- Est-ce que le gouvernement va sacrifier l'avenir des coopératives forestières, qui créent et maintiennent des milliers d'emplois dans toutes les régions du Québec, pour satisfaire les multinationales?
- Le ministre peut-il s'engager à protéger l'accès à l'économie forestière aux coopératives québécoises, qui sont des acteurs clés dans toutes les régions du Québec?

- 21) M. Rousselle (Vimont) – **19 février 2019**
Au ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale

Le 12 juin 2018, le projet de loi n° 176, Loi modifiant la Loi sur les normes du travail et d'autres dispositions législatives afin principalement de faciliter la conciliation famille-travail, a été adopté à l'unanimité par les membres de l'Assemblée nationale.

Ce projet de loi comptait cinq grands thèmes dont un relativement à la législation des agences de placement et de recrutement.

La section portant sur les agences de placement et les agences de recrutement s'est définie particulièrement par l'article 92.7 qui va comme suit :

« 92.7. Le gouvernement peut, par règlement :

1° définir ce qui constitue, pour l'application de la présente loi, une agence de placement de personnel, une agence de recrutement de travailleurs étrangers temporaires, une entreprise cliente et un travailleur étranger temporaire;

2° établir des catégories de permis et déterminer, relativement à ces catégories, les activités qui peuvent être exercées par une agence;

3° fixer la durée de validité d'un permis et toute condition, restriction ou interdiction relative à sa délivrance, à son maintien et à son renouvellement;

4° prévoir les mesures administratives applicables au titulaire de permis en cas de défaut de respecter les obligations prévues par la présente loi ou par l'un de ses règlements;

5° déterminer les obligations qui incombent à une agence de placement de personnel ou de recrutement de travailleurs étrangers temporaires et celles qui incombent à l'entreprise cliente lorsqu'elle retient les services d'une telle agence;

6° prévoir toute autre mesure visant à assurer la protection des droits des salariés concernés par la présente section. »

Le 6 juin 2018, lors de l'étude détaillée du projet de loi n° 176 à la Commission de l'économie et du travail, votre collègue, le député des Chutes-de-la-Chaudière, a tenu des propos positifs en regard des agences de placement et du projet de loi en général :

« (...) Les agences de placement, donc, je dois avouer que c'est un domaine que je ne connaissais pas beaucoup [...].Donc, je pense que c'est une bonne chose qu'on mette de l'ordre là-dedans, parce que c'est des travailleurs souvent à bas salaire, des gens peu instruits, démunis, puis je pense que c'est notre rôle en tant que gouvernement de contrôler comment les choses se passent. (...) »

« (...) Dans son ensemble, c'est un projet de loi satisfaisant. (...) »

Suite à l'adoption de ce projet de loi et les commentaires positifs cités plus haut, le ministre du Travail peut-il confirmer à quel moment précisément il a l'intention de prépublier le règlement?

22) M. Benjamin (Viau) – **19 février 2019**
À la ministre du Tourisme

Le 9 septembre dernier, le premier ministre a annoncé sa volonté de soutenir la création de 500 nouvelles entreprises agrotouristiques d'ici 4 ans. Or, depuis cette date, nous n'avons eu que très peu d'écho sur cette promesse. Depuis le 18 octobre 2018, des démarches doivent avoir été entreprises pour respecter votre promesse. En ce sens, nous voulons savoir :

Quel est votre échéancier pour la création des 500 nouvelles entreprises?
Combien de nouvelles entreprises verront le jour chaque année?

Quel sera le budget total alloué pour soutenir la création de ces 500 nouvelles entreprises?

Depuis votre arrivée au gouvernement, est-ce qu'il y a des entreprises agrotouristiques qui ont été créées grâce au soutien gouvernemental? Si oui, quel a été le soutien financier apporté pour chacune des entreprises?

Est-ce que des entreprises agrotouristiques existantes bénéficieront aussi de soutien financier?

Partie 6
PRÉAVIS

I. PRÉAVIS DÉJÀ PARUS

Projets de loi du gouvernement

Projets de loi publics au nom des députés

- a) 19 février 2019
Loi visant à assurer le respect des obligations du Québec relatives aux changements climatiques – *député de Jonquière*.

Projets de loi d'intérêt privé

- b) 5 février 2019
Loi concernant certains immeubles situés sur une concession minière du cadastre du Canton de Bourlamaque, circonscription foncière d'Abitibi – *députée d'Abitibi-Ouest*.

II. NOUVEAUX PRÉAVIS

- aa) Loi visant à préciser la portée du droit à la gratuité scolaire et à permettre l'encadrement de certaines contributions financières pouvant être exigées – *ministre de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur*.